

« Arrêtons de céder au lobby des élus ruraux », par Philippe Estèbe

14 mars 2013



Couvrir tout le territoire en très haut débit en dix ans : tel est l'objectif affiché par le président de La République. L'opération coûtera 20 milliards d'euros – une facture à partager entre l'Etat, les collectivités territoriales et les opérateurs privés. Est-ce un choix pertinent ? Le géographe Philippe Estèbe en doute. Pour lui, les pouvoirs publics ont encore cédé « au lobby des élus ruraux, pour qui l'espace compte plus que les gens ». Entretien.

Rue89 : « Couvrir tout le territoire », est-ce un objectif intelligent ?

Philippe Estèbe : La question est de savoir si le très haut débit est désormais comme l'eau ou l'électricité : un élément indispensable au fait de bien vivre dans les territoires. On nous explique que c'est nécessaire pour la télémédecine, et qu'il est indispensable de compenser la faible diversité de services sur place par l'accessibilité de services à distance. Pour le suivi médical à distance, je ne suis pas certain que la question du très haut débit

soit décisive. On peut faire beaucoup de choses avec l'ADSL. En plus, cette affaire coûte très cher. C'est une folie économique. Je vis dans un village de 200 habitants et ici, tout le monde se fiche du très haut débit.

Le gouvernement agit au nom de « l'égalité des territoires »...

Il y a aujourd'hui une folie autour de cette idée d'égalité des territoires – on entend égalité d'équipement des territoires – alors qu'en réalité on assiste à des transferts financiers massifs de l'urbain vers le rural. Le niveau de dépenses de fonctionnement par habitant est bien supérieur dans les communes rurales. En Lozère, vous avez un prof pour dix élèves. En Seine-Saint-Denis, un pour trente. Vous avez une surreprésentation de services publics dans les « déserts ». Je ne suis pas certain que cette « égalité des territoires » soit totalement souhaitable ou stratégique.

Pourquoi ?

L'uniformisation des territoires est un drôle d'idéal. Il me semble qu'on peut accepter d'avoir plusieurs modèles de développement dans un pays comme la France : des territoires qui vivent à des vitesses différentes, des lieux qui fonctionnent sur des logiques de niche...

Pour moi, cette histoire de fibre optique est d'un archaïsme total. Elle est liée à l'incroyable présence des élus ruraux dans le débat politique français. L'égalité des territoires, c'est d'abord la voix du monde rural qui s'exprime sur un mode victimaire. Il va peut-être falloir arrêter un jour de céder au lobby des élus ruraux, pour qui l'espace compte plus que les gens.

Que faites-vous de la dimension symbolique de certains services publics ? Quand un bureau de poste ferme, le village concerné y voit un signe de sa disparition...

Sur La Poste, d'abord, une mise au point : la loi fixe le nombre de points de contact à 17 000, il n'y a plus de nouveaux bureaux qui ferment. Ensuite, si les bureaux de poste, les maternités, les gares, les écoles ferment, ce n'est pas parce que c'est un complot de l'Etat contre les territoires ruraux ; c'est essentiellement parce que les pratiques des populations ont changé.

Aujourd'hui, les gens vivant à la campagne ont accès, grâce à la mobilité, aux services de la ville moyenne du coin. On peut le regretter et rester attaché à la vision idyllique du village compact organisé autour de la mairie et de l'église. Mais la vision isolationniste de cette polyvalence de proximité n'est pas juste par rapport à la réalité de la vie des habitants de ces territoires. Les communes ne sont pas de petits Etats entourés de frontières infranchissables.

Chaque fois qu'une gare ferme, c'est la République qu'on abandonne. Mais on peut aussi se soigner, on n'est pas obligé de vivre dans un mythe permanent. Si on passe de l'échelle du village à l'échelle du canton, on trouve quand même un maximum de services : un bureau de poste, un collège, des médecins...

L'égalité des chances restant un objectif politique, le désir de voir un maximum de services dans chaque commune n'est-il pas légitime ?

Tous les élus disent « il faut garder les jeunes ». C'est ça, l'égalité des chances ? Mais c'est la pire des choses ! Au contraire, aidez-les à partir. Quitte à ce qu'ils reviennent plus tard... C'est comme ces facs qui ouvrent des antennes en milieu rural : ça ne fait pas des facs, ça fait des espèces de lycées où les élèves restent dans leur milieu, ce ne sont pas des lieux d'émancipation.

Les élus ont une vision patrimoniale de leur territoire, et c'est au nom de ça qu'ils passent leur temps à réclamer chez le sous-préfet, chez le député et au sein de l'Association des maires de France. Ils font preuve d'un égoïsme absolu.

Ils ne sont pas les seuls coupables : toute notre structure institutionnelle est organisée de telle sorte que chacun passe son temps à réclamer des fromages. Les conseils généraux font des contrats avec les communes, les intercommunalités, les pays... Les relations entre collectivités tournent essentiellement autour des flux de subventions.

Cette logique de dépendance aux crédits est stérilisante, ça ne favorise pas les initiatives locales. A tel point que dans certains territoires, la moitié des fonds européens ne sont pas utilisés parce que les mêmes élus qui réclament à longueur de temps n'ont pas la capacité de susciter des projets d'ampleur suffisante. Une fois que vous avez trois salles polyvalentes, deux centres d'interprétation du patrimoine, c'est sûr qu'il faut se montrer un peu créatif. Il faut en finir avec cette discrimination territoriale à l'envers.

C'est-à-dire ?

Notre discrimination territoriale fonctionne à l'envers. La Cour des comptes a montré que l'investissement par tête dans les quartiers d'habitat social est inférieur à ce qu'il est dans les communes rurales.

Pour sa « politique de la Ville », le gouvernement a décidé de se concentrer sur un millier de quartiers « vraiment prioritaires » pour en finir avec le saupoudrage. Bonne idée ou pas ?

La politique de la Ville est un accordéon. Sur trente ans, on observe un processus d'expansion du nombre de quartiers suivis, de temps en temps, par de vigoureuses déclarations gouvernementales annonçant un resserrement sur les quartiers prioritaires. Je parie que ce zonage va être révisé en cours de route, sous la pression des maires qui vont faire valoir que leur tissu associatif va s'effondrer, que tel quartier doit être intégré quand même à la liste officielle...

En réalité, un quartier qui va mal, on ne sait pas ce que c'est. On regarde l'évolution des écarts de revenus, du taux de chômage, on observe que ça ne s'arrange pas et on décrète que c'est un quartier qui va mal. Mais on oublie qu'entretemps, la population a changé.

Ce qui devrait nous intéresser, c'est le sort des gens : s'ils sont sortis de ce quartier pour aller quelque part où ils vivent mieux, peut-être la politique de la ville ne fonctionne-t-elle pas si mal...

On a un mal fou à accepter l'idée que certains quartiers sont spécialisés dans l'accueil d'immigrés et de prolétaires. Pourtant, ça n'a aucune espèce d'importance. Ce qui compte n'est pas de régler la situation de ces quartiers mais de s'assurer qu'ils fonctionnent non pas comme des nasses mais comme des sas.

Entretien avec Philippe Estèbe, géographe, réalisé par Mathieu Deslandes et publié initialement sur le [site de Rue 89](#).

Photo / © Matti - Fotolia.com

www.acadie-reflex.org/equipe.asp

-
- Emplacement :

[Accueil](#) > [Entretiens](#) >

- Adresse de cet article : <https://www.inequalitywatch.eu/Arretons-de-ceder-au-lobby-des-elus-ruraux-par-Philippe-Estebe>